COL8°
0468
(1929-01)

LOC-
ARCHIVES

BIBLIOTHEQUE SCIENCES PO
1 411 112

PARTI REPUBLICAIN RADICAL
ET RADICAL-SOCIALISTE

DISCOURS

prononcés par

M. Edouard DALADIER
Président du Comité Exécutif

et

M. Edouard HERRIOT
Ancien Président du Comité Exécutif

au PETIT CONGRÈS
tenu à Paris, le 6 Mars 1929

Coll. 8° 468 (1929-1)

COMITÉ EXÉCUTIF
17, Rue de Valois — Paris (1er)

000 115162

Discours de M. Edouard Daladier

Président du Comité Exécutif

L'unité du parti

Permettez-moi de souhaiter d'abord la bienvenue à tous nos militants, dont beaucoup se sont imposés un voyage pénible pour assister au Petit Congrès qui doit avoir, dans la bataille municipale, une importance considérable. Permettez-moi aussi de remercier tout particulièrement et, si j'ose le dire, personnellement, nos délégués et nos amis du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (*Applaudissements*) qui luttent dans des conditions de gravité que je n'aurais même pas soupçonnées si je n'avais eu le plaisir de parcourir la campagne alsacienne en compagnie de deux jeunes fascistes que je remercie de l'imprévue publicité qu'ils ont donnée à mon discours et si je n'avais mesuré par moi-même le singulier fanatisme qui, à notre époque, anime certain haut prélat que je remercie d'ailleurs également, de l'occasion qu'il m'a donnée d'éclairer l'opinion française. (*Vifs applaudissements.*)

Ces deux événements démontrent que j'avais bien raison lorsque, dans un précédent Comité exécutif, je vous disais que la Providence divine, si elle existait, était certainement pour nous et que nous verrions un jour ou l'autre le Père Eternel en personne se faire inscrire à la rue de Valois. (*Bien ! Très bien !*) C'est en exprimant ma gratitude, et aux puissances éternelles et à la sympathie d'ailleurs plus efficace de nos amis radicaux et radicaux-socialistes du Bas-

Rhin, que je voulais commencer ce bref discours inaugural.

Citoyens, l'allocution que je prononce n'a qu'un but : c'est de constituer une sorte de préface rapide à un congrès destiné essentiellement aux élections municipales ; mais, cependant, alors que des polémiques sont ouvertes, que des attaques sont prodiguées contre notre Parti, je m'en voudrais, et vous m'en voudriez sans doute au moins amicalement, de ne pas souligner, en quelques mots, l'intérêt, la situation de la politique présente et le caractère essentiel de la position de notre Parti.

Faut-il insister longuement sur le fait considérable que représente l'unité parfaite, et des élus du Parti entre eux, et des élus du Parti avec tous les militants du Parti ? (*Très bien ! Applaudissements.*)

J'entends bien qu'autrefois, on disait : le Parti radical est un troupeau qui se disperse au premier vent d'orage. Dans les réunions contradictoires que j'engageais avec des adversaires, on ne manquait pas de se livrer à la comparaison facile entre notre Parti et le serpent coupé en trois tronçons qui font des efforts à la fois impuissants et comiques pour se rejoindre.

Aujourd'hui, ce n'est pas le Parti radical qui est coupé en trois ou quatre tronçons ; aujourd'hui le Parti radical est uni. Alors, on le compare à un bataillon disciplinaire, dont il est évident que je serai moi-même, en vertu de mes fonctions, le garde-chiourme. (*Sourires.*) Mes adversaires se trompent aujourd'hui comme ils se trompaient hier. En réalité, il n'est pas question de méthodes qui ne soient des méthodes de liberté, et si dans des votes massifs et dans les grands débats parlementaires vos élus de la Chambre ont manifesté leur union, ce fut le résultat de discussions loyales et cordiales et d'efforts communs qui puisaient leur inspiration dans le devoir envers notre Parti. (*Vifs applaudissements.*)

La France est à gauche

Partout où l'essor de la propagande nous conduit les uns et les autres, nous avons le plaisir d'enregistrer que cette attitude des élus exerce une action considérable sur la pensée et sur l'activité des militants ; partout dans la France entière, sachez-le bien vous-mêmes comme nos adversaires le savent aujourd'hui, le Parti radical reprend des forces, et il sera bientôt à l'avant-garde de l'armée républicaine. (*Très bien ! Très bien !*)

Voyez-vous, il ne faut pas s'y tromper, la France est à gauche. Si, dans les élections dernières, les moscovites n'avaient pas commis contre la République le crime de trahison (*Applaudissements*), s'ils n'avaient pas, par leur attitude, favorisé dans plus de quarante arrondissements l'élection d'un réactionnaire contre un républicain, la Chambre de 1928 serait plus à gauche que ne l'était la Chambre de 1924. (*Vifs applaudissements.*)

Dans beaucoup d'arrondissements, les républicains, qui, par un mécontentement personnel excessif ou par une impatience de réformes, que l'on peut d'ailleurs trouver légitimes, étaient allés se faire inscrire au parti moscoutaire, reprennent aujourd'hui leur liberté, et nous les voyons revenir vers le radicalisme et vers les formations de gauche. A ceux qui, dans la Chambre d'aujourd'hui, immédiatement à notre droite, n'osent pas encore se prononcer entre une politique de recul ou de piétinement et une politique d'action, je leur demande de méditer ce fait : si, par leur vote ou leur défection, la France avait un Gouvernement appuyé sur une majorité où domine la droite, il n'est pas douteux que ce Gouvernement et cette majorité seraient balayés en 1932, comme le fut, en 1924, le Bloc national. (*Applaudissements.*)

L'harmonie des efforts

Mais, citoyens, après avoir donné cet avertissement qui s'imposait, j'affirme que, quoi qu'il arrive, le parti radical fera son devoir ; il ne tombera pas dans les pièges grossiers ou subtils qui lui sont tendus et il continuera à avoir confiance dans cette harmonie des efforts dont Jaurès disait un jour qu'elle peut suppléer à la puissance du génie. (*Applaudissements.*)

Eh bien ! citoyens, après avoir jeté ce regard sur notre parti, voulez-vous que nous considérions un peu avec bonne humeur ceux qui nous sont opposés.

La confusion du pouvoir

Je parlais du serpent en trois tronçons, je ne sais si cette image ne pourrait pas s'appliquer au gouvernement de concorde républicaine. En combien de tronçons est-il coupé ? En trois, en quatre ou en cinq? Curieux gouvernement dont la raison pratique, si j'ose dire, approuve la majorité de droite qui le soutient et dont le cœur s'élance vers la minorité qui le combat. (*Sourires.*) En tout cas, ce programme et ce gouvernement amènent dans le pays une certaine confusion, qui, si elle se prolongeait, serait mortelle pour la République elle-même.

Cette incertitude, si contraire aux nécessités du régime parlementaire, n'est pas la moindre cause du désarroi qui, de proche en proche, gagne l'opinion à la grande joie des aventuriers qui prennent pour un nouveau Bonaparte, un homme surnommé Coty, qui a consacré à la vie de son *Ennemi du Peuple*, un certain nombre de millions qu'il a soustraits au plus juste des impôts, celui sur les bénéfices de guerre. (*Applaudissements.*) N'est-ce point un tableau en quelque sorte symbolique ? d'un côté, chez des hom-

mes dont nous ne contestons pas le républicanisme, l'inquiétude et l'incertitude ; de l'autre côté, cette campagne de démagogie faite sous les auspices de la liberté de la presse et qui se travestit en liberté de la calomnie et de la diffamation. Ce n'est pas que, pour moi, je sois sensible aux attaques et aux injures que cette presse veut bien me consacrer. Si je ne craignais d'être désobligeant pour quelqu'un, je dirais que je les remercie, comme j'ai remercié l'évêque de Strasbourg, de donner tant d'importance à notre parti. Dans notre pays de France, la lutte pour la liberté de la presse reste confondue avec la lutte pour la conquête du suffrage universel. Pendant tout le dix-neuvième siècle, des républicains qui honorent notre parti ont été jetés en prison parce qu'ils défendaient la liberté d'opinion humaine et qu'aujourd'hui, ce que la monarchie n'a pu faire, ce que les cachots du Second Empire n'ont pu faire, l'argent est en train de le réaliser. (*Vifs applaudissements.*)

La defense républicaine

Voilà, citoyens, ce problème. Il mérite d'être envisagé de près. Mais ce que je voudrais aussi vous dire, c'est la réponse que nous devons apporter aux critiques de quelques amis qui nous disent : quelle est votre majorité dans la Chambre actuelle ? Avez-vous donc la prétention de reformer le cartel ? Et s'il vous est impossible de le reformer parce que les socialistes manifestent envers la collaboration à un gouvernement démocratique, un dédain ou une crainte que ni les socialistes allemands, ni les socialistes belges n'ont jamais manifestée envers les partis démocratiques de ces deux grands pays, jusqu'où sera-t-il nécessaire d'étendre vers la droite cette majorité de concentration républicaine qui est aujourd'hui dans la pensée de beaucoup d'entre nous ?

Je vous répondrai, citoyens, par le langage que je

tenais déjà au Congrès de Wagram. Pour nous, ce qui importe, ce ne sont pas des dosages de groupe, ce ne sont pas des réunions d'hommes appartenant à diverses fractions parlementaires ; dans les circonstances actuelles, la défense républicaine est indispensable ; elle sera assurée par la constitution d'un gouvernement fort audacieux, résolu, ne prononçant d'exclusive contre aucun des groupes de gauche et dont les représentants se grouperont non pour le plaisir d'être salué du titre « d'Excellence » par les huissiers du ministère, mais pour réaliser un programme minimum valable pour une législature et répondant aux espérances de la démocratie. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Quelquefois j'entends de jeunes amis qui nous rendent le grand service de nous stimuler, nous qui, plus anciens qu'eux, avons, avant eux mis les pas dans la carrière qu'ils suivent aujourd'hui, nous reprocher de ne pas avoir arrêté un programme d'action. Comment peuvent-ils soutenir une telle opinion ? Certes nous n'avons ni l'intention ni les moyens de couvrir les murs des villes d'affiches portant le programme du parti. Mais le programme du parti, il est connu. (*Très bien, très bien.*)

Notre programme

Il vous faudra bientôt retourner à Angers pour en rédiger un autre, car celui d'Angers qui, paraît-il, devait déterminer des catastrophes, sera, sauf le second point relatif aux dépenses militaires, bientôt réalisé, s'il est vrai que la disjonction des fameux articles 70 et 71 va peut-être demain être proposée par le président du Conseil lui-même à la Chambre des députés. Mais plus exactement le programme d'action, ce programme minimum réalisable en une législature, vos élus, s'inspirant de la doctrine traditionnelle du parti, le traduisent tous les jours en

textes législatifs, nets, clairs et précis qui pourraient constituer demain l'ossature de la déclaration ministérielle d'un gouvernement de gauche, et qui, j'en atteste les témoignages innombrables que nous recevons, répondent aux besoins et aux désirs du parti républicain. (*Vifs applaudissements.*)

Faut-il vous rappeler qu'en ce qui concerne l'école laïque, la défense et l'action laïque, des projets ont été déposés qui donnent satisfaction à tous les maîtres demeurés républicains. Je disais dans ma lettre à l'évêque de Strasbourg que je ne croyais point qu'il se trouvât en France, dans un village, le moindre fanatique pour prendre la responsabilité de ses assertions.

Je m'étais trompé et je fais humblement mon acte de contrition à cet éminent prélat, car j'apprends par un journal français, l'*Echo de Paris*, sous la signature de M. Johannet, que l'école laïque coûte des milliards, que « nous en mourrons et que nous payons chaque année un lourd tribut pour alimenter cette armée de mort et de massacre ». (*Mouvement ; exclamations.*)

Je vous rappelle l'effort accompli par tous les ministres de l'Instruction publique du Parti qui se sont succédé rue de Grenelle : projets de loi sur les conseils d'école, la fréquentation scolaire, et surtout celui qui prescrit l'enseignement obligatoire postscolaire, car on agit plus sur les adolescents de 13 à 18 ans que sur ceux de 6 à 13 ans, et qui aurait permis d'assimiler enfin un grand nombre de fils d'étrangers fixés en France. Et ce sont aussi les projets que le président Herriot, ministre de l'Instruction publique, a eu à la fois le mérite et le courage de déposer dans les deux années précédentes.

Sur tous ces projets, ou sur la plupart d'entre eux, des rapports ont été déposés, notamment par notre ami Berthod. Par conséquent, vous le voyez, sur ce point notre programme est constitué, notre pro

gramme est rédigé, et ce n'est pas notre faute si le réformes que nous croyons nécessaires n'ont pas encore été accomplies. (*Très bien ! très bien !*)

Faut-il vous parler des questions financières et de questions sociales ? Je le ferai en quelques mots très brefs. Au point de vue financier, n'est-ce pas notre ami Jammy Schmidt qui, dans un article remarquable du *Radical*, et selon moi, l'un des articles le plus utiles qui aient été écrits depuis plusieurs mois (*Applaudissements*), a démonté le mécanisme de la confiance et, après avoir rendu l'hommage légitime qui est dû au président actuel du Conseil, pour avoir brisé l'assaut livré contre le franc, a prouvé que la confiance n'a pas été le produit d'un miracle, mais d'une série de grèvements concédés aux grosses fortunes et aux puissances financières qui avaient résolu de renverser le gouvernement démocratique, du la patrie en mourir (*Vifs applaudissements prolongés*), tandis qu'étaient aggravées les charges qui pèsent sur les classes laborieuses. Je ne vous citerai que peu de chiffres, mais, dans la période où l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux augmentait de trois cents à quatre cents millions, où l'impôt sur les salaires et les traitements subissait une augmentation équivalente, l'impôt général sur le revenu, celui qui est dans la tradition de notre Parti, celui pour lequel nous combattons depuis tant de générations, voyait son rendement diminuer de 700 millions par rapport au chiffre de 192[illegible] (*Vifs applaudissements.*)

Citoyens ! vous le savez, il n'est point dans notre habitude de récriminer longtemps sur les faits établis ou passés... Mais puisque la nation soumise à de telles charges a produit, comme produit son miel un essaim d'abeilles, plus encore qu'il n'était prévu, l'heure est donc arrivée d'exiger les dégrèvements fiscaux nécessaires à la prospérité nationale. Les grandes fortunes paient-elles un impôt équivalent

à 30 % de leur revenu ? Non pas, la démonstration a été faite, par Lamoureux, dans un discours remarquable, puis par un député socialiste, Brunet, ce taux n'est en réalité que de 16 ou 18 %. N'est-il donc pas raisonnable de procéder à un aménagement nouveau de la fiscalité et, sur ce point, notre programme n'est-il pas traduit par les propositions de nos amis Malvy, Lamoureux et Palmade, qui proposent précisément à la Chambre et au gouvernement une réforme de la fiscalité dans le sens démocratique qui correspond à l'idéal de notre Parti. (*Applaudissements.*) Une autre grande question a préoccupé l'opinion, parce que des scandales financiers récents ont attiré sur elle son attention. Dans ce pays, pendant la guerre et depuis la guerre, s'est constituée une nouvelle féodalité et l'on peut dire, avec les commissions des finances et de la politique générale de notre Parti, que, par le mécanisme des actions à vote plural, la production française, le commerce français sont dans les mains de deux à trois cents familles. Les féodaux d'autrefois avaient cependant le mérite, de temps à autre, de monter cuirassés sur leur cheval d'armes et de risquer leur vie. Les féodaux modernes ne risquent que l'argent des autres. (*Très vifs applaudissements.*)

Il est temps que le Parti radical, parti des classes moyennes, des travailleurs qui se privent et économisent, il est temps que ce Parti qu'on a représenté à travers toutes les calomnies de la grande presse comme l'ennemi de l'épargne continue, au contraire, son rôle de protecteur de l'épargne. Mais il ne faut pas confondre l'épargne avec la féodalité financière qui l'exploite, la dévore et s'en sert. (*Applaudissements.*) Sur ce point aussi, votre groupe parlementaire a déposé un projet susceptible, certes, d'améliorations : mais n'est-il pas curieux de constater que notre gouvernement de grands hommes n'a rien trouvé de mieux que de constituer au mi-

nistère des Finances un ensemble imposant de commissions qui ont chacune pour but de faire un rapport au ministre sur chacun des articles importants du projet du Parti radical. (*Très bien ! très bien!*)

Sur la politique sociale, nos amis Durafour, Faugère et Durand se sont expliqués à la tribune ; ce que nous voulons, c'est élever le niveau matériel, intellectuel des classes productrices de la nation ; jamais nous ne laisserons sous le nom d'américanisme s'établir dans notre pays une tyrannie qui serait plus effroyable comme conséquences que celles du passé.

Enfin, au sujet du problème qui domine tous les autres, celui de la paix, faut-il rappeler l'œuvre accomplie par notre parti, l'action tenace exercée à la conférence de Londres, en 1924, lorsque Herriot luttait contre toute l'Europe, fatiguée des réclamations incessantes des gouvernements français qui jamais ne proposaient rien et qui jamais ne concluaient. (*Applaudissements.*) Faut-il rappeler que c'est notre groupe de la Chambre qui, ces jours-ci, a amené le gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour but de ratifier l'acte général d'arbitrage qui, depuis le mois de septembre, attendait la signature de la France. (*Applaudissements.*)

Vassalité ou fédération ?

Mais le programme est encore plus haut et plus vaste. A ceux qui lisent avec soin les procès-verbaux, les statistiques, les documents qui émanent des Conférences économiques internationales organisées par la Société des Nations, je demande de réfléchir, avec soin, aux chiffres qui sont fournis. Ils verront que le commerce européen n'a pas encore atteint son niveau d'avant-guerre. Ils verront que non seulement dans le monde entier, en Amérique, en Asie, partout s'ouvrent sans cesse de nouveaux centres d'activité indus-

trielle. L'Europe était avant la guerre le grand atelier mondial qui transformait les matières premières qui lui venaient de tous les autres continents. Nous risquons bientôt de devenir les clients et peut-être les vassaux des autres continents, à leur tour organisés. Je vous demande de réfléchir. Ces chiffres, qui ne paraissent devoir intéresssr que les économistes, traduisent en réalité bien des souffrances et des misères. L'Europe est le seul continent du monde qui voie, à l'heure actuelle, défiler dans ses grandes capitales de telles multitudes d'hommes dépourvus de travail, et cela parce que les axes de la production et de la circulation mondiales se sont déplacés. Vous me direz que la France n'est pas dans ce cas, que vous vous en réjouissez. Prenez garde ! Elle a eu le débouché des régions dévastées à reconstruire ; si l'élection du président Hoover donne le signal d'une recrudescence du protectionnisme aux Etats-Unis, peut-être, à notre tour, verrons-nous dans nos rues des milliers de chômeurs ? L'Europe, aujourd'hui, doit donc choisir entre la vassalité et la fédération (*très bien, très bien !*), la fédération qui respectera l'indépendance politique nécessaire de tous les peuples, mais qui mettra à la disposition de la production européenne réorganisée un vaste marché intérieur, débarrassé de ses entraves. Notre parti suivra ces questions de près et, à une heure où, dans les différentes villes d'Europe, la gravité des chiffres que je viens de vous donner fait surgir des initiatives hardies, je demande qu'une fois de plus, le parti radical soit à l'avant-garde dans le domaine des idées et qu'il prenne à son compte l'effort de réalisme et de générosité qui lui est demandé. (*Vifs applaudis*)

Maintenons partout notre doctrine

Je m'en voudrais, citoyens, de retarder davantage le débat sur les questions municipales. Nous avons un

grand nombre de municipalités administrées par de membres de notre Parti, et je n'ai pas besoin d rappeler l'œuvre admirable qui résiste à toutes le critiques de gauche ou de droite, que nos amis on accomplie.

A Lyon : Herriot ; au Havre : Meyer ; à Reims Marchandeau ; à Courbevoie Grisoni ; à Clermont Ferrand : Marcombes ; à Chaumont : Lévy-Alphandéry, et sans parler de ces milliers de petites villes où l'administration communale est particulièremen difficile et où, chaque jour, nos amis prouvent leu dévouement au bien public. (*Vifs applaudissements.*)

Nous allons entendre discuter et approuver leur rapports. Mais permettez-moi de vous rappeler qu si importante que soit la conquête des municipalités il serait inadmissible que, sur un seul point du territoire national, elle devienne la raison d'un abando de notre doctrine. C'est l'heure où le général de Castelnau qui espère prendre dans la bataille politiqu sa revanche de Morhange, donne comme mot d'ordr à ses amis d'exiger partout, de réclamer partout l répartition égale des subventions aux enfants indigents de toutes les familles. Là-dessus, le général bataille gagnée, car nos amis, dans les bureaux d bienfaisance, dans les hôpitaux, dans toutes les œuvres sociales ne font jamais de distinctions. (*Applaudissements.*)

Mais sous ce prétexte, ce qu'il demande, c'est l fameuse répartition proportionnelle scolaire, et c'es ainsi l'école populaire qui devient la citadelle qu nos adversaires veulent remporter. (*Applaudiss.*)

J'ai la certitude que vous leur ferez, une fois d plus connaître l'amertume de la défaite et que vou maintiendrez haute et ferme, dans toutes les municipalités où la bataille est engagée, par tout le pays notre grande et généreuse doctrine de rénovation politique, sociale et nationale. (*Longs applaudissement répétés.*)

Discours de M. Edouard Herriot

Ancien Président du Comité Exécutif

L'harmonie nécessaire

Je ne fais pas de fausse modestie en disant que je n'avais pas l'intention de prendre la parole pour une intervention mais il s'agit d'élections municipales.

Mes amis, cet après-midi, m'ont demandé d'intervenir puisque dans ces matières je suis pour ainsi dire le vétéran et c'est la raison pour laquelle je demande la parole avant l'ordre du jour, pour donner de tout cœur et le premier, si on me le permet, une adhésion qui sera unanime de la part de cette assemblée.

J'hésite à m'engager un peu avant dans le problème municipal pour deux raisons sur lesquelles je voudrais tout d'abord m'expliquer.

La première de ces raisons, c'est que je ne voudrais pas que l'on pût croire que si je recommande à mon tour la tactique de l'ordre du jour, c'est que je vais être mêlé bientôt à la bataille.

On a dit bien souvent dans la presse de gauche, on a dit sur mon compte un certain nombre de choses, que ma politique générale avait été dictée par besoin de ma politique municipale. Cet argument est souvent porté dans les réunions. Je crois qu'il n'en est rien du tout. Mon indépendance d'esprit me garantit contre ce sophisme. J'ai le plaisir de rappe-

ler que je suis entré dans la vie municipale en 1904-1905.

J'avais déjà fait mon choix.

C'était au moment où nous menions pour la légalité républicaine, la lutte aux côtés de M. Emile Combes et je n'avais pas attendu que le sort m'appelât à prendre position dans une lutte municipale pour manifester ma conviction qui est que, seule, l'Union des forces démocratiques peut assurer la marche en avant du régime républicain.

D'autre part, je ne voudrais pas que l'on pût penser que dans les quelques observations que je vais présenter (je n'ai pas le droit de dire dans les quelques conseils que je vais donner) je pense surtout aux grandes villes. Non, certainement non, parce qu'une certaine expérienee m'a amené à considérer qu'à tout prendre si l'administration d'une grande ville demande beaucoup plus de travail, elle est plus facile que l'administration d'une ville moyenne ou petite. (*Bravos. Applaudissements.*)

Dans les cités importantes, disposant de larges budgets, nous avons de nombreux services techniques. Si eux-mêmes se trouvent insuffisamment armés pour aider le maire et le Conseil municipal, nous pouvons faire appel à des experts de toute sorte.

Ceux sur lesquels nous devons concentrer notre attention, notre vigilance et notre affection, ce sont ces maires qui, luttant avec les mêmes difficultés que nous connaissons tous, n'ont bien souvent, à part des concours dont je ne veux pas méconnaître ni mésestimer l'importance, que les ressources qu'ils trouvent en eux-mêmes dans leur attachement au bien public. Et, en ce qui concerne nos amis dans leur dévouement républicain et je dirai même que mon souci va surtout peut-être à ces innombrables maires de la campagne qui défendent à l'intérieur de ce pays une position extrêmement importante au point de vue républicain. (*Applaudissements.*)

A ce point de vue, je recommande à nos amis, administrateurs de villes de ne jamais laisser se créer au moins sous l'autorité de notre parti l'opposition entre le consommateur de la ville et le producteur de la campagne. (*Applaudissements.*)

C'est un des soucis constants de notre parti d'assurer l'harmonie de ces deux éléments de la nation.

Cet après-midi, vers la fin du discours, que j'ai applaudi comme vous, de notre ami Daladier qui nous signalait les dangers auxquels la France est exposée comme l'Europe au moment où ici et là, est apparue toute une série de nations tributaires jusque-là d'industries européennes et qui s'en sont affranchies, et il se préoccupait de rechercher tout spécialement pour notre nation des moyens de nous faire éviter les risques dont déjà ont été atteints certains pays. Il en est un au moins dont je ne veux pas prononcer le nom, car son exemple est présent à cet instant à tous vos esprits.

Eh bien, ce qui, à mon avis garantit la France, si nous savons nous en rendre compte, c'est son caractère en grande partie rural, c'est ce fait que son industrie si importante est superposée à une très importante agriculture.

Je suis préoccupé de ce qui surviendrait dans la nation si la disproportion déjà trop grande entre le nombre des habitants des villes et le nombre des habitants des campagnes continuait à s'accentuer.

Aujourd'hui nous avons à peu près dans notre pays, un producteur pour un consommateur. C'est un équilibre qui représente, je crois, le minimum du nécessaire et en ce qui me concerne, non seulement je n'ai jamais cédé comme maire d'une grande ville à ces idées que l'amour-propre pourrait suggérer, l'augmentation du nombre des habitants et l'extension territoriale, et j'ai fait tout ce qui dépendait de moi et par des institutions que je ne veux pas citer, puisque j'en suis le créateur, pour renvoyer le plus

possible de jeunes gens à la campagne. En ce moment je pense beaucoup moins aux grandes villes qui sauront se défendre, qui sont organisées pour la lutte, qu'à ce très grand nombre de maires de petites villes, de maires ruraux de France, auxquels avec vous, au nom du parti radical j'envoie l'assurance de notre profond amour. (*Très bien..., bravo..., bravo...*)

Cela dit, citoyens, comment ne pas donner son adhésion à l'ordre du jour qui nous est présenté et surtout à sa disposition essentielle qui est qu'il faut que, dans quelques semaines, le parti radical et radical socialiste se présente avec une politique municipale qui sera aussi nette que sa politique nationale. (*Applaudissements.*)

Il y a un programme municipal radical et radical-socialiste

Il faut que ceux des électeurs qui nous reconnaissent si facilement quand nous parlons des affaires générales du pays, nous reconnaissent de la même façon quand nous parlons des affaires municipales.

Et nos adversaires qui déclarent qu'il ne faut jamais faire de politique et on n'en fait jamais autont que lorsque l'on déclare s'en détacher (*très bien...*) nos adversaires diront que les élections municipales ne sont pas des élections politiques. Pour une part, c'est vrai.

Un maire, un adjoint, un conseiller municipal seraient méprisables, qui, ayant à administrer une commune, ne donneraient pas une justice égale à tous leurs concitoyens et ce n'est pas nous, parti radical qui en doutons. Mais cette volonté de justice de stricte impartialité et de probité pour employer le mot qui convient le mieux, ne doit pas nous empêcher, bien au contraire, de nous présenter avec un programme qui soit le nôtre et celui des hommes

qui, aux élections sénatoriales ensuite, représenteront nos idées et nos candidats.

Mais c'est une idée encore plus importante et qui, dans la réalité de cette vie cellulaire, qui comprend la vie communale, traduise ou présente les volontés du législateur en les interprétant, soit d'avance, soit d'après leur expression dans le sens le plus favorable aux intérêts de la nation.

Et là encore, notre politique, je ne vois pas pourquoi elle ne passerait pas pour aussi avancée, que celle d'aucun autre parti, car en ce qui me concerne une expérience d'un quart de siècle m'autorise à dire qu'il n'y a pas dans cette enceinte où le réel et l'idéal se confondent, il n'y a pas de réforme qui puisse effrayer un radical socialiste sincère. (*Bravo.*)

Soyons radicaux et radicaux socialistes au premier tour de scrutin et au deuxième tour de scrutin si possible. Soyons-le dans nos administrations, si de nouveau nous sommes chargés de ce mandat. Est-ce queque l'examen de la question municipale ou plutôt de l'ensemble des programmes municipaux autorise cette prétention? Est-ce qu'il y a vraiment un programme municipal qui soit uniquement radical ou radical socialiste ?

Nous pouvons justifier dans les détails par nos créations, cette théorie que je viens d'exposer.

Les finances communales

Citoyens, ce n'est pas en cet instant après le débat de cet après-midi, que je veux reprendre un examen d'ensemble des questions municipales. C'est un sujet presque indéfini et je craindrais de vous lasser. (*Protestations, applaudissements.*) Si je me laissais aller, tout simplement je prendrais des exemples. Le premier, c'est celui que l'on vous a donné cet après-midi, lorsque Marchandeau, avec cette autorité qui

n'enlève rien à sa jeunesse et à sa bonne grâce (*Rires*) vous a expliqué nos prévisions en ce qui concerne les réformes des finances communales.

Je n'aborderai pas le fond du sujet. Nous avons d'ailleurs ici, par la présence de M. Caillaux, un homme qualifié pour nous donner la technique de la réforme nécessaire. Elle est infiniment difficile, infiniment compliquée et ne peut s'improviser. Cependant, il y a des idées d'ensemble que l'on peut arrêter ce soir. Deux au moins. La première — j'ai à cœur de la dire devant vous telle que je la sens en moi —. J'entends souvent dire et c'est, j'en ai bien la preuve, l'opinion du ministère des finances que les communes françaises sont gérées trop souvent avec une prodigalité excessive par les maires, les adjoints, les conseillers municipaux. Et c'est pour cela que, tout récemment, une tournée de spécialistes a été organisée par toute la France pour examiner les budgets et voir si ces budgets ne pourraient pas comporter des suppressions, supporter des compressions.

Je comprends cette préoccupation du pouvoir central et des ministres, quand ils n'ont pas été maires (*Applaudissements, bien, très bien.*) S'ils avaient administré une commune, ils n'auraient pas ce sentiment et je m'en rends compte et nous l'avons vu dans l'application de toute une série de taxes sur les spectacles, les automobiles, les cinémas, etc...

Le pouvoir central ayant besoin de ressources pour l'Etat contestait aux municipalités, jusqu'au droit de percevoir une série d'impôts qué la tradition leur abandonnait, mais si je comprends les besoins de l'Etat, les prétentions de l'Etat, ses inquiétudes, j'affirme ici qu'il n'y a pas de budget qui soit géré avec plus de minutie, avec plus de parcimonie que ces budgets municipaux français.

Et pour quelle raison ? Parce qu'ils sont gérés sous le contrôle continu et immédiat des électeurs. (*Applaudissements.*)

Nous savons bien qu'un maire ne peut pas déplacer un banc sur une promenade, faire un travail de réparation dans une école, nommer un fonctionnaire sans que, immédiatement, autour de lui, cette réforme soit discutée.

Ainsi, non seulement on est en droit d'affirmer que les municipalités françaises ne font pas de gaspillage, mais si j'ai quelque expérience, je me crois fondé à dire, et j'avance, qu'il y a des maires dans cette salle qui seront de mon avis (*Applaudissements.*) qu'il faut plutôt craindre qu'en France nous ne péchions quelquefois par un excès d'esprit d'économie. C'est plus d'une fois que, visitant des villes de l'étranger, voyant dans certains pays le développement des institutions hospitalières, de préservation de la première enfance ou des H. B. M., je me suis inquiété pour notre nation de la rareté excessive d'institutions du même genre qui, cependant, représentent pour le pays le meilleur des placements ; car la loi n'agit que d'une façon abstraite. C'est la vie communale qui crée la réalité, c'est la commune qui crée la vie. (*Bravos, applaudissements.*)

Mais dans la commune se renouvellent constamment les sources profondes de la nation. Donc, j'invite le gouvernement à ne pas croire que les maires commettent dans leur administration des abus et des gaspillages comme l'on dit. Et c'est l'ensemble de mes collègues de France que je crois devoir défendre contre ces suppositions. (*Bravos, applaudissements.*)

La seconde idée, c'est celle que j'exprimais cet après-midi, très vite, puisqu'elle a été démontrée lumineusement dans ses principes.

Nous avons assisté à une description de régime de fiscalité financière communale qui ne se défend plus, qui n'existe plus, qui ne se comprend plus. Il faut le changer. Et c'est là, comme on vous l'a dit, comme je ne fais que vous le rappeler, que nous devons faire appliquer nos idées radicales et radicales

socialistes en demandant que notre régime de finances communales soit adapté à notre régime général d'impôts.

J'entendais heureusement et beaucoup avec moi, le débat provoqué sur les questions d'Alsace. De la comparaison faite entre le régime des municipalités d'Alsace et le nôtre, il résulte que ce sont les municipalités d'Alsace qui ont le système le meilleur qui est fondé sur l'impôt sur le revenu, avec les corrections que doit apporter l'esprit de démocratie.

C'est le système que nous devrions proposer de donner au pays au cours du prochain mandat municipal.

A l'Ecole et autour de l'Ecole

Le maire n'a pas qualité pour intervenir dans l'organisation de l'enseignement ; à lui l'école lorsqu'elle est vide, on lui en refuse le contrôle lorsqu'elle est pleine. Il ne peut s'occuper que de la personne physique des enfants, il ne peut pas s'occuper de leur instruction et de leur éducation.

Je n'essaie pas d'empiéter sur un domaine que la loi nous a interdit, cependant je voudrais indiquer que même dans l'ordre communal et même dans l'ordre scolaire — car je dirai un mot de l'ordre post-scolaire et périscolaire — une municipalité démocratique peut faire beaucoup.

Voulez-vous me permettre de vous dire, lorsque j'entends et lorsque je lis ces républicains, même modérés, qui critiquent cette réforme qui doit être l'honneur de notre parti — l'Ecole unique — il est vrai de dire que si les républicains modérés ne sont pas d'accord avec nous pour mettre l'égalité dans l'enseignement, je ne vois vraiment pas quel point de contact nous pouvons avoir avec eux.

Eh bien, lorsque je lis ces critiques, savez-vous où je trouve, où je prends ma réponse ? Peut-être

dans ces mesures auxquelles on a fait une allusion bienveillante aujourd'hui même, qui, dans l'ordre national, ont donné d'assez bons résultats à côté des lycées et des collèges dans un certain nombre de villes de France où la fusion de certains établissements est faite. Mais ce n'est pas cela que je veux évoquer.

Un conseil municipal que je connais bien a voulu faire l'expérience, savez-vous comment il a procédé? Vous verrez si demain, dans vos conseils municipaux, vous pouvez faire de même. Je le souhaite beaucoup.

Ce conseil municipal a décidé que, chaque année, le meilleur élève de l'école primaire, ou plus exactement l'enfant qui serait reconnu par ses maîtres le plus apte à profiter de l'enseignement secondaire serait, sans concours, sans autre formalité que l'avis des instituteurs, désigné à la commune, qui non pas se substituant aux parents, mais complétant l'œuvre que l'insuffisance de leurs ressources ne leur permet pas d'accomplir, prendrait à sa charge comme une tutrice complémentaire, l'instruction de cet enfant dans l'enseignement secondaire et, s'il le faut, jusqu'à la fin de l'enseignement supérieur.

Car, citoyens, le Conseil municipal dont je vous parle a déjà pratiqué cette réforme depuis quatre ans. Il a bien voulu céder à l'invitation de son maire et au lendemain du grand succès de 1925 (*Bravos*) on a dit que c'était la meilleure façon de récompenser la démocratie que de permettre à ses enfants de s'affranchir. (*Très bien.*)

Aujourd'hui, après quatre ans, nous pouvons juger.

Laissez-moi vous dire sans que j'ai à vous apporter ce soir des statistiques que ces petits enfants sortis de l'école primaire sont, pour le plus grand nombre pour la presque totalité, devenus au lycée les meilleurs élèves. (*Bravos, bravos.*)

Ils se sont, suivant la vieille métaphore universelle, couverts de lauriers. (*Applaudissements.*)

Et nous qui passons pour des barbares, pour des adversaires du vieil enseignement classique auquel je suis profondément attaché pour ma part, parce qu'il a joué un grand rôle dans la révolution française, parce qu'il a donné une âme à la démocratie, non seulement nous avons revivifié l'enseignement secondaire mais nous avone prouvé par le fait et de façon que désormais la mauvaise volonté et la mauvaise foi seules peuvent contester que cette réforme de l'Ecole unique que nous réclamons, c'est la réforme la plus simple et la plus juste qu'un conseil municipal peut faire. (*Applaudissements.*) Et n'avons-nous pas d'autres moyens en matière d'enseignement, de prouver notre foi au parti radical et radical socialiste ?

Je vais en signaler un. Puisque nous sommes ici ce soir, non pas pour nous entretenir d'abstractions mais pour nous lancer demain dans une lutte avec la volonté de réaliser un certain nombre de progrès, pourquoi, autour de nos écoles, de nos groupes scolaires, n'aménageons-nous pas des internats, pour les petits garçons et les petites filles de nature à faire concurrence à ces internats congréganistes, qui sont vous le savez bien si prospères parce qu'ils mettent à la disposition des familles les commodités dont elles ont besoin.

Si vous voyez tel veuf ou telle veuve ou tel voyageur de commerce ou tel industriel ou telle personne qui, dans une ville, gère un commerce qui, par exemple, veille tard le soir, mettre des enfants dans un établissement congréganiste, croyez-vous que ce soit par conviction? C'est souvent par nécessité. (*Très bien.*)

On a dit beaucoup de mal des internats et je suis le premier à proclamer qu'il n'y a pas d'éducation meilleure que celle de la famille et par la famille, quand la famille est normalement constituée, quand elle peut donner à l'enfant cette paix, cette tran-

quillité dont il a besoin. Mais dans la vie moderne, si pleine d'incidents de toutes sortes, il est nécessaire de penser à ces réalisations, qui, croyez-en mon expérience, assureront à l'école de la République des progrès immenses et donneront aux familles des satisfactions dont elles vous seront reconnaissantes, je dis et je ne m'excuse pas de l'humilité, pour ainsi dire, de cette déclaration qui pense à des fins pratiques — je dis que le plus beau service que vous pouvez rendre à l'école laïque, messieurs les maires d'aujourd'hui et de demain, c'est de mettre à proximité de votre école, sous le régime le plus familial, le plus souple, le plus affectueux et le plus simple, ces petits internats laïques. (*Très bien.*)

Prenons donc ce soir une résolution.

Vous savez bien que le plus grand danger que court en ce moment l'école laïque, c'est qu'elle est attaquée non pas seulement, non pas même dans le bâtiment où elle est enseignée, elle est attaquée en dehors, non pas les jours de classe, mais le jeudi et le dimanche, et — quand nous sommes défaillants, disons la vérité, comme nous sommes souvent défaillants — là encore grâce aux facilités que donnent à nos adversaires l'abondance de leurs ressources, les familles envoient au patronage confessionnel des enfants qui, le lendemain, seront à l'école laïque.

Méfiez-vous, citoyens ! Dans dix ans, dans quinze ans, qui sait quelle génération pourra donner à la République des institutions aussi habiles et des manœuvres aussi savantes.

Concluons, il faut que ce soient les municipalités, il faut que l'on commence à s'en apercevoir, il faut que dans le prochain mandat ce soient les municipalités républicaines qui organisent la surveillance et la distraction des enfants le jeudi et le dimanche.

Quelle que soit la bonne volonté de nos amis, quelle que soit l'activité de nos patronages, Il n'y a que des municipalités républicaines qui puissent assurer

la continuité de cette organisation et opposer un rempart à ces entreprises qui, si nous n'y faisons pas attention, causeront demain un grand dommage à l'idée de laïcité. (*Applaudiss., bien, applaudissements.*)

L'assistance

J'ai pris quelques exemples pour l'école.

Si j'entre maintenant dans l'ordre de l'assistance, est-ce que nous n'avons pas là à faire une politique radicale socialiste? Est-ce que nous ne devons pas démontrer à ce peuple que quand il s'agit de soulager ce qu'il y a de misères et de souffrances nous sommes toujours prêts à le faire? Est-ce que, là encore, nos idées doivent demeurer abstraites? Est-ce qu'elles ne doivent pas trouver dans la commune leur champ d'application, leur champ de réalisation ?

Je vais prendre deux problèmes.

Je vais prendre le problème de la natalité.

Croyez-vous que ce soit seulement par quelques primes, par quelques francs, par quelques avantages fiscaux, que vous allez lutter contre ce mal terrible? Croyez-vous que ce soit par la répression que vous allez combattre des maux dont il n'est pas besoin de prononcer le mot parce qu'il se lit dans toutes les colonnes de nos journaux? Ce n'est pas une solution républicaine ou dans tous les cas ce n'est pas une solution qui suffise à des républicains. Quand il y a une grande plaie sociale, le républicain se penche sur elle, cherche à deviner la cause profonde du mal.

Je n'hésite pas à dire que, dans l'espèce, cette cause est dans les souffrances injustes de beaucoup de mères. Un très grand nombre de mères placées dans des conditions réputées irrégulières ne rencontrent souvent, de certains côtés, qu'une charité

conditionnelle, méritoire assurément, mais souvent humiliante et partiellement injuste parce qu'elle s'accompagne de réprimandes ou de menaces qui s'adressent toujours à la femme, à la femme seule et jamais à l'homme (*Très bien, très bien, applaudissements*) et à la correction du malheur qui va survenir peut-être, pourquoi notre parti ne ferait-il pas ce que nous avons fait dans un certain nombre de villes où nous avons largement ouvert des maisons où nous recevons sous le sceau du plus grand secret sous notre protection, non pas seulement administrative mais comme personnelle, toutes les femmes qui sont en instance de maternité, et qui ont besoin d'aide et d'assistance.

J'ai pris pour devise, pour ma part, dans les institutions de ce genre que j'ai fondées, que pour nous républicains il n'y a pas de femmes-mères, de filles-mères, il y a des mères. (*Très bien, applaudissements prolongés.*)

Sans nous reconnaître le droit que, pour ma part, je n'admets pas pour moi-même d'aller rechercher dans leur présent et dans leur passé, il y a un petit être que nous devons protéger, même avant qu'il apparaisse à la lumière. C'est l'enfant innocent, c'est l'enfant qui va naître et que le parti républicain dans ses institutions sociales devrait prendre sous sa protection par un programme que j'ose vous recommander.

Je ne cite plus qu'un exemple : Etes-vous bien fiers de nos hôpitaux, de la très grande majorité de nos hôpitaux français ? (*Non, non.*) Etes-vous allés à l'étranger, avez-vous vu pour ne pas citer certains pays dont le nom pourrait paraître un peu agressif dans ce débat, êtes-vous allés dans le nord en Scandinavie, au Danemark, en Suède ? Avez-vous ces hôpitaux magnifiques, ces hôpitaux de grand air et accompagnés de maternités formidables, ces hôpitaux qui n'ont plus rien d'une prison, où le pauvre

qui, lui, n'a pas les moyens d'aller à la campagne prendre des congés de convalescence, est soigné avec l'intervention de tous ces éléments auxquels aujourd'hui la science reconnaît une action si grande sur la guérison : la lumière, le soleil, le grand air.

Faut-il de la lumière, du soleil, du grand air seulement pour les riches? Je ne le pense pas. Et je suis fier, excusez-moi de cet exemple personnel de soutenir en ce moment une grande lutte pour faire construire des hôpitaux, des hôpitaux qui seront peut-être coûteux, mais qui, j'en suis sûr, donneront à une partie de ma population un bien-être dont elle ne se rend pas compte aujourd'hui, mais que plus tard elle appréciera.

Pour vous montrer combien cette œuvre municipale est pressante, combien elle est prenante, combien il est impossible à un véritable républicain de s'affranchir des préoccupations qu'elle cause, je vais citer un fait :

Croyez-vous qu'il soit humain, à l'époque où nous vivons, qu'on laisse mourir un malheureux dans une salle commune, sans que pendant les quelques instants qui vont précéder sa mort il ait le droit de converser avec les siens, leur confier ses dernières paroles, recueillir tranquillement leurs dernières exhortations, leurs dernières manifestations de tendresse? Croyez-vous que ce ne soit pas un scandale qu'à cette heure solennelle le pauvre soit encore placé dans un régime, je ne dis pas seulement si défavorable, mais si scandaleux, croyez-vous que nos hôpitaux ne devraient pas tous avoir assez de chambres d'isolement pour que soit respectée la dignité de la mort du pauvre. (*Applaudissements. Très bien !*)

Je le crois pour ma part, et voilà encore des réformes qui seront faites par les républicains démocrates ou qui ne seront pas faites du tout.

Allons de l'avant !

Je ne vais pas plus loin. Je vous ai donné, je pense, des exemples suffisants de la nécessité d'une politique radicale et radicale socialiste très nette, très arrêtée en matière d'administration municipale. N'ayons pas peur d'aller de l'avant. Vous verrez bien la réalité se dresser devant vous et vous contraindre, et surtout ne laissons pas à un autre parti le droit de dire qu'il s'est chargé de réaliser, d'accomplir des œuvres que nous n'aurions pas le courage de décider ou déposer. Il faut que la politique municipale du parti qui est avant tout une politique sociale, soit la plus hardie de toutes, je réclame cela pour mon parti. Je veux que ce soit son honneur et je suis bien sûr que ce sera la réalité de demain.

Affirmons aussi, citoyens, comme je l'ai fait, la nécessité d'une politique hardie, pour défendre l'école laïque, nécessité de la compléter, d'amorcer l'école unique dans le cadre de la commune ; affirmons l'importance d'une réforme démocratique des finances communales et la nécessité d'une politique d'assistance, de protection de la maternité, de protection des malades. N'est-ce pas dire, comme le déclare l'ordre du jour, que là où nous ne sommes pas assez forts pour imposer ce programme nous-mêmes, nous devons nous appuyer sur des éléments qui sont comme nous des éléments démocratiques? Lorsqu'une de ces créations est faite, lorsqu'elle fonctionne, lorsqu'elle assure ses bénéfices, on ne se demande plus si ce sont les radicaux ou les radicaux-socialistes ou les socialistes qui l'ont créée. C'est le bienfait qui demeure.

Ne vous alliez qu'avec ceux qui voudront vous suivre dans cette voie de progrès, avec ceux qui croient avec la même foi que nous à la nécessité de cette vie communale.

Pour les autres, qui sont trop loin à notre droite,

la commune doit être simplement administrée avec le plus d'économie possible pour ne pas augmenter les charges du contribuable qui, d'autre part ,tend à faire face devant l'Etat à des obligations qu'il trouve déjà trop lourdes. A nos yeux, au contraire, et pour les personnes de condition moyenne ou inférieure et qui n'ont pas le confortable nécessaire, c'est la commune qui doit l'assurer.

Si donc nous devons nous unir, unissons-nous avec des démocrates. Je pense que mon expérience sera confirmée ici par beaucoup.

S'unir sur le terrain communal, travailler ensemble pour le même progrès,c'est la meilleure façon de se préparer à travailler ensemble sur ce terrain plus vaste qu'est le domaine national, le domaine où s'opèrent, où devraient s'opérer toutes les réformes législatives.

Je souhaite donc pour ma part de toutes mes forces cette action personnelle de notre parti, ensuite, s'il est nécessaire et dans la mesure du possible, cette concentration des forces démocratiques.

Je ne puis que le redire à mon tour avec une conviction égale, faisons bien attention, elles vont avoir une importance formidable les élections municipales. Ce sont elles qui, à plusieurs reprises déjà, dans le cadre de notre pays, ont marqué le point ou redresse la situation. Rappelez-vous ce mouvement qui s'est déjà dessiné avec les élections de 1919, lorsque nous étions si inquiets et que les élections municipales nous ont apporté les premiers encouragements dans cette politique qui a donné, en 1924, de si grands résultats. Rappelez-vous 1925, rappelez-vous le verdict, rappelez-vous ce que j'ai eu l'occasion de dire très brièvement à la Chambre, rappelez-vous ce qui s'est passé surtout, je puis le dire, en Alsace et en Lorraine, lorsqu'on prétendait que nous avions troublé les trois départements recouvrés et que les électeurs s'affirmant au suffrage municipal de mai 1925, sont

nus en Alsace et en Lorraine, appuyer la politique ue nous avions faite. (*Applaudissements.*)

Que les élections de 1929, que les élections municipales qui vont dans quelques mois avoir lieu, ne ient pas moins significatives.

Citoyens, il faut nous y intéresser passionnément, t j'ai le ferme espoir, quant à moi, ayant encore une ois étendu ma pensée bien au delà du cadre que je r'étais tracé, que c'est dans ce domaine des réalisations pratiques que je vais avoir moi-même une fois e plus à mener une bataille dont je connais bien les éments.

Je souhaite ardemment que les élections de mai 929 soient pour les républicains de ce pays, une ccasion de réaliser leur programme d'après leur onction et de préparer ce magnifique renouveau de idée démocratique qui nous est plus que jamais ecessaire et sur lequel, ici, les uns et les autres nous omptons avec la même ferveur, décidés à y travailler e toutes nos forces, avec notre ardente conviction de adicaux-socialistes, c'est-à-dire de républicains laïques, démocrates et sociaux. (*Applaudissements. Très bien !*)

Motion sur la tactique du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste aux Elections Municipales *(Votée à l'unanimité.)*

Le parti républicain radical et radical-socialiste, considérant le rôle primordial des conseils municipaux dans la vie politique du pays, estime que la lutte pour la conquête des municipalités est une bataille où se joue, dans le cadre communal, départemental et national, le sort de la démocratie.

Soucieux de ne pas laisser les forces destr de la démocratie bénéficier des divisions rép nes, il adresse à tous ceux qui sont prêts à s son action un pressant appel pour la solid l'union des forces de gauche partout où la déf la République l'exige.

En conséquence :

1. Le Parti, fidèle à son programme de re hardies et de réalisations sociales, affirme sa d'assurer dans ce combat avec ses propres él le triomphe de sa doctrine. Il constituera d premier tour de scrutin, partout où ce sera p des listes exclusivement radicales et radicales listes.

2. Dans les communes où la division des républicaines profiterait soit à la réaction s communisme, le Parti radical-socialiste fait a tous les républicains pour la constitution dès mier tour de scrutin de listes de coalition re caine.

3. Il ne donnera son concours au second t scrutin qu'aux hommes ayant le souci de la pai rieure et extérieure et de la prospérité de la décidés à affirmer par des actes leur attacher l'idéal républicain laïque, démocratique et soc combattra sans merci tous ceux qui, dans la b municipale, accepteraient l'appui des forces na listes et cléricales.

Le Parti fait confiance à ses fédérations dé mentales et à ses comités pour assurer avec vig le contrôle de toutes les listes se réclamant de républicain radical et radical-socialiste et pour ver leur concours à celles qui se constitueront su les décisions du petit congrès.

Imp. M. BOIVENT. Kremlin-Bicêtre.